

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 LYON

LYON, le 18/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VITACUIRE**

14 RUE JEAN JAURES  
69330 MEYZIEU

Références : PNE2023-403  
Code AIOT : 0056901141

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement VITACUIRE implanté 14 RUE JEAN JAURES 69330 MEYZIEU. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VITACUIRE
- 14 RUE JEAN JAURES 69330 MEYZIEU
- Code AIOT : 0056901141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise VITACUIRE est un établissement en situation administrative régulière. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2013. Précédemment implantée depuis 1972 sur la même commune, l'entreprise, compte tenu de l'extension de son activité, a déménagé en 1990 sur un site plus vaste. Des bâtiments neufs ont été construits sur le site, dont la superficie est de 54 000 m<sup>2</sup>.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse, le site étant situé dans une zone d'alerte pour les eaux souterraines depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2 > 2.4.2 et 2.4.3	/	Sans objet
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2 > 2.4.1	/	Sans objet
3	Sécheresse - applicabilité de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	/	Sans objet
4	Sécheresse - respect de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	/	Sans objet
5	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
6	Sécheresse – Cas des sites sans exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
7	Sécheresse – Cas des sites sans restrictions liée à l'arrêté cadre local	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - I	/	Sans objet
8	Sécheresse – Respect des VL de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2 > 2.4.5.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitation est gérée au mieux afin de produire des denrées alimentaires salubres, tout en permettant de respecter les prescriptions pour être la plus économe en eau.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2 > 2.4.2 et 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> - Identification du ou des milieux de prélèvement - Plan des réseaux d'alimentation - Présence d'un (plusieurs) compteur(s) - Fréquence de relevé et maintenance (optionnel) - Volumes prélevés - Respect des volumes prescrits le cas échéant - Vérification de la déclaration des volumes dans GEREP le cas échéant
<b>Constats :</b> Le prélèvement dispose d'un compteur : oui ; 2 compteurs pour l'usine et le RIA. L'exploitant relève ce compteur : oui (télémesure) Le relevé est : journalier (télémesure) Les volumes (compteur usine) relevés sont : - années 2010 à 2021 : 419 997 m <sup>3</sup> (déduisant le RIA 690 m <sup>3</sup> /an) sur 2 880 jours travaillés, soit 145,83 m <sup>3</sup> /j. - année 2022 : 25 210 m <sup>3</sup> sur 240 jours travaillés, soit 105,04 m <sup>3</sup> /j. -> soit pour la période 2010/2022 : 445 207 m <sup>3</sup> sur 3120 jours travaillés, soit 142,69 m <sup>3</sup> /j. - année 2023 : 16 110 m <sup>3</sup> sur 160 jours travaillés, soit 100,69 m <sup>3</sup> /j. L'exploitant dispose-t-il d'un registre : oui (télémesure) Conforme avec le volume maximal autorisé : non (100 m <sup>3</sup> /j)
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant doit veiller à ne pas dépasser le volume maximal autorisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2 > 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un schéma hydrique pour ses installations. Le ratio de l'indicateur de production diminue fortement année après année. On note un passage 6,18 m <sup>3</sup> /tonne en 2010 à 2,99 m <sup>3</sup> /tonne en 2022, soit 52 % de diminution. D'un point de vue technique, chaque remplacement de matériel se traduit par l'acquisition d'équipements plus économes en eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Sécheresse - applicabilité de l'AM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Applicabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant se positionne sur l'applicabilité de l'AM (articles 1 et 3)
<b>Constats :</b> L'exploitant se positionne quant à l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Sécheresse - respect de l'AM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration dans demarches-simplifiees.fr
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a rempli ses obligations de déclaration dans l'outil national.
<b>Constats :</b> Prescription respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemption uniquement si besoins en eau (fabrication) réduits minimum
<b>Prescription contrôlée :</b> Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
<b>Constats :</b> L'exploitant a rédigé et met en œuvre son plan de sobriété hydrique (PSH). Le PSH devra progressivement être actualisé et les actions de réduction renforcées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Sécheresse – Cas des sites sans exemption aux restrictions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des dispositions de l'Arrêté cadre sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir annexe de l'ACS sur les dispositions relatives aux ICPE : respect des % de réduction selon situation
<b>Constats :</b> Les volumes (compteur usine) relevés sont : - années 2010 à 2021 : 419 997 m3 (déduisant le RIA 690 m3/an) sur 2 880 jours travaillés, soit 145,83 m3/j. - année 2022 : 25 210 m3 sur 240 jours travaillés, soit 105,04 m3/j. -> soit pour la période 2010/2022 : 445 207 m3 sur 3120 jours travaillés, soit 142,69 m3/j. - année 2023 : 16 110 m3 sur 160 jours travaillés, soit 100,69 m3/j.  La diminution de consommation d'eau entre 2022 et 2023 est de 4,14 %. Toutefois, en se basant sur la consommation d'eau entre 2010 et 2023, la diminution de consommation d'eau est de 29,43 %. La réduction du prélèvement d'eau de 10 % dans le cadre de l'alerte renforcée (arrêté ministériel du 30/06/2023) est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Sécheresse – Cas des sites sans restrictions liée à l'arrêté cadre local**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction de volume selon l'AM
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérifier la réduction de volume prélevé
<b>Constats :</b> Prescription respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Sécheresse – Respect des VL de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2 > 2.4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> VL de rejet dans l'eau
<b>Constats :</b> Prescription respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet